

C'était l'Unef - Inform



Site internet : www.unef.org

Mail : cetaitlunef@unef.org

Groupe Facebook : <https://www.facebook.com/groups/cetaitlunef>

Twitter : https://mobile.twitter.com/c_unef

Liste de diffusion via GoogleGroups : écrire à cetaitlunef@unef.org pour être inscrit

Bulletin du groupe de collecte et d'analyse des archives de l'UNEF – 6 mai 2021 – numéro 4

Edito

Voici le numéro 4 du bulletin du collectif **C'était l'Unef**. Nous continuons la publication de témoignages avec celui de **Marc Norguez**. Mais nous aimerions encourager la publication de remarques et/ou de compléments de la part des lecteurs. On attend donc vos textes (à envoyer à cetaitlunef@unef.org).

Cela est valable aussi pour la longue analyse de **Johann Morri** qui, de sa lointaine Californie, nous a produit la première synthèse sur les militants non-communistes de l'UNEF, et ce de 1971 à 2001. Le résultat de ce difficile exercice devrait favoriser les réactions.

La rencontre du 9 mai pourra être l'occasion de discuter d'autres pistes de réflexion sur notre passé commun. GH

Je vous interdis d'envoyer un mail

à rencontre9mai@unef.org pour vous inscrire. J'ai beaucoup de très mauvais souvenirs de l'UNEF. Je trouve scandaleux qu'on veuille conserver sa mémoire et écrire son histoire.



POUR SCANDALISER ALLÈGRE ENVOYEZ UN MAIL À rencontre9mai@unef.org POUR VOUS INSCRIRE

Effectif

Il y a aujourd'hui **700** membres inscrits au groupe Facebook **C'était l'Unef**. On vous y attend.

Rencontre
(par visio-conférence)

C'était l'Unef
se présente
le dimanche 9 mai 2021
de 17 heures à 19 heures

On se retrouve dimanche 9 mai 2021 entre 17h et 19h.

Ce sera, cette fois, en visio. Nous pourrions discuter de la démarche du collectif et de l'état de la collecte d'archives.

Pour nous rejoindre et recevoir le lien Zoom, envoyez un mail à rencontre9mai@unef.org

Au programme :

- Présentation du collectif **C'était l'Unef**, et de ses objectifs.
- Description des moyens pour écrire l'histoire de l'UNEF.
- Les projets à venir et notamment la tenue d'un colloque en 2022.

Venez donner votre avis sur la démarche de **C'était l'Unef**, le groupe Facebook, notre site unef.org, le bulletin **C'était l'Unef-Inform**... Mais inscrivez-vous aussi pour faire des propositions afin d'amplifier et améliorer la collecte d'archives et permettre l'écriture de l'histoire de notre ancien syndicat.

Analyse

Les non-communistes dans l'UNEF

Par Johann Morri

Même si elle en constitue un aspect central, l'histoire « politique » de l'UNEF ne peut pas être réduite à celle des étudiants communistes, ou à ses rapports avec l'UEC ou avec le parti communiste. L'ambition de construire une « organisation syndicale de masse » conduisait nécessairement à rassembler des étudiants au-delà d'un courant de pensée et, dans ce cas précis, de la sphère communiste. Cette ambition fut plus ou moins affirmée, et plus ou moins réalisée, selon les périodes, ne serait-ce que parce qu'elle se heurtait à une aspiration contradictoire : garder le contrôle de l'organisation. Les non-communistes ont-ils vraiment représenté, comme le déclarait René Maurice en 1976, jusqu'aux « trois quarts de l'organisation » ? [...]

C.E.D : « On entend souvent dire que l'UNEF est animée « principalement par des étudiants communistes ». Qu'en penser ?

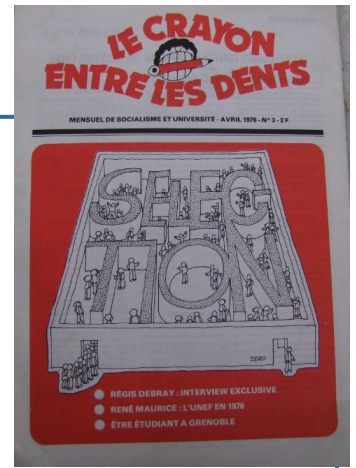
René Maurice : « Il y a à l'UNEF des communistes, des socialistes, des gaullistes, des chrétiens et une masse d'inorganisés. Cet aspect est caché par la presse. C'est normal, le gouvernement craint une UNEF toujours plus attractive, unifiant les forces vives du mouvement étudiant. Il fait donc tout pour en écarter le plus grand nombre, utilisant encore une fois l'anticommunisme. Certes, pour des raisons historiques, les étudiants communistes ont joué un grand rôle, au côté d'autres forces politiques étudiantes, dans le « Renouveau » de l'UNEF notamment. Mais regardons les choses en face. Aujourd'hui, il y a au moins quatre fois plus d'adhérents à l'UNEF qu'à l'UEC. Alors pourquoi nier l'existence des trois quarts de notre organisation ? Notre objectif de fond n'est pas de faire un cartel d'organisations de gauche ou d'extrême-gauche, mais de regrouper la masse des étudiants au sein de l'UNEF. » [...]

CED : « L'UNEF est-elle une organisation de gauche ? Quelle est sa position par rapport au « programme commun de gouvernement » ?

R.M : « L'UNEF est une organisation syndicale. Les critères habituels « être de droite, être de gauche » ne s'appliquent donc pas. L'organisation syndicale défend quotidiennement les intérêts des étudiants. Si un étudiant « dit » de droite veut défendre ses intérêts, rien ne l'empêche d'adhérer à l'UNEF. Aucune exclusive n'existe, à condition de respecter la plate-forme de l'organisation. A priori, l'UNEF n'est donc pas une organisation de gauche. Mais elle se heurte en permanence au pouvoir et c'est sur cette base que l'UNEF soutient et défend le Programme commun de gouvernement.

Crayon entre les dents. Mensuel de socialisme et université. Avril 76, n°3

[En ligne sur le site unef.org – rubrique 1976]



[...] C'est presque impossible à vérifier. Mais de nombreux éléments (presse, témoignages, publications de parti, etc.) montrent que les non-communistes ont joué un rôle important dans l'UNEF, tant au niveau des AGE qu'au niveau national.

Définitions et questions

Il faudrait d'abord s'entendre sur ce qu'on englobe dans la catégorie « non-communistes ». Au sens large, cette catégorie peut inclure tous les adhérents de l'UNEF qui n'étaient pas par ailleurs membres de l'UEC ou du PCF. Cette définition, qui a l'avantage d'être précise, a l'inconvénient d'inclure des « communistes non-encartés » ou « communistes de fait », c'est-à-dire des adhérents qui, sans avoir rejoint l'UEC ou le PC, partageaient l'essentiel de leurs convictions (on évitera le terme de « crypto-communiste », qui prête à polémique). Il faut ajouter le cas des « compagnons de route » et autres « démocrates de progrès » qui sont une des constantes du mouvement communiste.

Même si on en exclut (un peu arbitrairement) la catégorie des « communistes de fait », la catégorie des non-communiste est très hétérogène. Elle englobe aussi bien des adhérents «sans parti» ou inorganisés qui n'étaient membres d'aucune organisation politique, que des adhérents de l'UNEF membres d'autres organisations

politiques (socialistes, trotskistes, etc.). De plus, certaines familles de pensée, tout en ayant une certaine cohérence, comme les « chrétiens de gauche », ne correspondaient pas forcément à des organisations ou à des partis

S'agissant des adhérents «sans parti», l'histoire en sera sans doute utile et passionnante. Mais elle est très difficile à entreprendre, autrement que par des biographies individuelles et des éléments anecdotiques, ou de celui de certaines AGE dans lequel la présence non-communiste a été plus importante ou majoritaire.

Il reste donc le prisme des familles de pensées plus organisées. On est obligé de l'utiliser avec deux réserves. D'abord, parce qu'il est forcément déformant, et ne rend pas justice aux nombreux adhérents qui ne se reconnaissaient pas dans une formation politique précise. Ensuite, puisqu'à la différence de l'UNEF-US puis de l'UNEF-ID, l'UNEF a toujours refusé l'organisation en tendances. Il n'y a donc pas de décompte officiel de telle ou telle composante, même, si on peut trouver, à différents moments, la trace de tractations « arithmétiques » dans la composition du bureau national (au moment du Renouveau, dans les discussions avec le CERES ou, dans les années 90, sur la présence de « l'opposition ») et de discussions avec des groupes organisés.

Ces réserves étant faites, on peut livrer une chronologie à grands traits de la présence non-communiste dans l'UNEF.

Jalons chronologiques

La famille du Renouveau (1971-75)

Lors du Renouveau, les étudiants communistes, qui constituent la force centrale au sein du mouvement de relance de l'UNEF comme organisation syndicale, cherchent à éviter l'impression d'une organisation dominée par un parti et, dès lors, à élargir le spectre à d'autres courants politiques. Ces forces d'appoint recourent en partie celles de l'Union de la Gauche naissante (socialistes « conventionnels », radicaux de gauche) auxquelles s'ajoute une composante particulière, les « chrétiens ».

Les « Conventionnels »

Les « Conventionnels » (les membres de la Convention des Institutions Républicaines de François Mitterrand) jouent un rôle signalé dans le congrès du Renouveau du 5 au 7 mars 1971. Leur présence est largement mentionnée dans la presse qui couvre le congrès et dans les déclarations officielles. Ils représentent 4 ou 5 membres sur 26 dans le bureau national¹. Le secrétaire

1 Selon les sources, il s'agit de 4 ou 5. Voir Frédéric Gaussen « Les deux UNEF », *Le Monde*, 11 mars 1971, qui cite le chiffre de cinq.

général, Yves Luchaire, en est issu. On note aussi la présence de Gilbert Mitterrand (un des fils de François Mitterrand) et de Gilles Catoire.

Ce rôle est paradoxal, dans la mesure où la CIR est une toute petite organisation. En 1971, la famille socialiste est affaiblie et divisée, et encore plus en milieu étudiant. Le PSU a volontairement abandonné l'UNEF après le congrès d'Orléans [avril 1970] pour se lancer dans la chimérique création d'un « mouvement politique de masse ». Ses positions le rattachent plus à la mouvance « gauchiste ». Les Étudiants Socialistes, pour leur part, après avoir un temps semblé vouloir rejoindre le Renouveau, ont finalement refusé de participer aux deux congrès tenus en 71 (à l'exception, semble-t-il, de quelques dissidents qui ont rejoint le Renouveau)². La présence des « conventionnels » a semble-t-il été l'objet d'une négociation : d'après Roger Fajnzylberg³, c'est Maurice Benassayag qui aurait été l'interlocuteur sur cette question dans l'entourage mitterrandien.

On a peu - et on aimerait en savoir plus ! - sur le sort de ces « conventionnels », et plus généralement des socialistes « mitterrandistes » dans l'UNEF dans les années 1971-75. Leur présence était-elle essentiellement symbolique, voire « décorative », ou ont-ils joué un rôle significatif dans les orientations et pratiques de l'organisation ? La CIR se fonde dans le parti socialiste au congrès d'Epinay du 11 au 13 juin 1971. A l'UNEF, dès l'année suivante, Yves Luchaire cède son poste de secrétaire général. Bien plus tard, en 1975, les mitterrandistes tentent de lancer leur propre syndicat étudiant, le COSEF, avec un succès limité⁴.

Les radicaux de gauche

Les radicaux de gauche⁵ sont également présents l'UNEF dans la première moitié des années 1970. Plusieurs témoignages signalent par

exemple la présence de radicaux de gauche au bureau national élu au 60^{ème} congrès, en mars 72, notamment en la personne de Nicole Chambon⁶. D'après Robi Morder, les radicaux de gauche auraient été présents dans le renouveau dès 1971⁷. Comme l'a noté le même auteur, la composition de l'UNEF à ce moment-là préfigure en quelque sorte celle du « programme commun », signé le 27 juin 1972 entre le PC, le PS, et les Radicaux de Gauche. En 1976, les radicaux de gauche, qui créent une branche étudiante, signalent que leurs adhérents se partagent entre l'UNEF, l'UNEF-US et le COSEF.⁸

Aux radicaux de gauche, il faut ajouter des « divers gauche », présents à différents niveaux de l'organisation. Par exemple, un certain François Hollande⁹ (qui n'est pas membre de l'UEC et qui n'a pas encore adhéré au parti socialiste) est également dirigeant puis président de l'AGE de Sciences Po aux alentours de 1973-74¹⁰. Les versions divergent sur les circonstances de son élection, mais la version la plus courante est que les socialistes et les communistes, qui n'arrivaient pas à s'entendre, avaient fait le choix d'une personnalité neutre pour diriger l'AGE.¹¹

Les chrétiens de gauche

Comme celles des « conventionnels », la présence des « chrétiens » a été abondamment signalée dans la

communication lors du congrès du Renouveau¹². Et René Maurice fait encore référence à la présence des chrétiens en 1976 dans *L'UNEF ou le pari étudiant* (voir encadré). Comme pour les socialistes et les radicaux, il est difficile de savoir quel est leur poids exact dans l'UNEF, et même encore plus, puisqu'il s'agit d'un courant de pensée (on ne prend pas sa carte !). Fait intéressant, cette présence semble antérieure aux signaux d'ouverture du PCF vers les chrétiens, qui semblent culminer vers 1976-77, lorsque le PC domine la gauche et cherche à élargir encore son influence (« Nous ne déclarerons jamais la guerre à la religion », déclarait Georges Marchais en 1976¹³).

Ces chrétiens ne sont pas forcément membres d'une organisation. On n'a pas de traces, par exemple, de relations suivies entre l'UNEF et la JEC. Cette organisation semble avoir davantage été liée à la « deuxième gauche » et à la CFDT¹⁴. Il est plus fréquent, en revanche, que les chrétiens de l'UNEF soient passés par le MJRCF (l'ex-jeunesse agricole chrétienne) ou par la JOC, qui sont sociologiquement et politiquement plus proches des communistes¹⁵. Par ailleurs, la qualité de chrétien n'exclut pas l'appartenance à une organisation politique (même si le PCF n'abandonne officiellement la condition d'athéisme qu'en 1977).

Une chose est sûre : des « cadres » importants de l'UNEF sont issus du courant chrétien. Deux secrétaires généraux, Bernard Huvet (élu SG au congrès de Lyon en mars 1975) et Étienne Andreux (trésorier en 1975, puis élu secrétaire général au congrès de Toulouse en mai 1976), viennent de milieux catholiques pratiquants et ont fréquenté le « petit séminaire ». A la présence d'Étienne Andreux s'ajoute celle de son ami Dominique Fontaine. Fontaine, président de l'AGE de Nancy,

2 Id.

3 Témoignage Fajnzylberg rapporté par Frédéric Genevée.

4 https://www.lemonde.fr/archives/article/1975/11/11/les-projets-de-creation-d-un-nouveau-syndicat-etudiant_2585102_1819218.html

5 Le Parti Radical de Gauche est fondé en 1972, par une scission de l'aide gauche du Parti Radical. Il devient le MRG en 1973.

6 D'après Guy Konopnicki, cependant, N.Chambon n'avait pas d'affiliation politique spécifique. Témoignage Konopnicki sur Facebook.

7 Robi Morder « Il y a 50 ans, la scission de l'UNEF » (2), 14 février 2021, <http://www.germe-inform.fr/?p=4195>

8 https://www.lemonde.fr/archives/article/1976/11/06/les-radicaux-de-gauche-creent-une-organisation-d-etudiants_2946861_1819218.html

9 <https://www.emilemagazine.fr/article/2020/1/27/rencontre-exceptionnelle-avec-francois-hollande>

10 Nous n'avons pas retrouvé la date exacte. Il a reçu son diplôme en 1974.

11 Différentes versions circulent sur son accession à la présidence d'AGE.

Comparer <https://www.lesinrocks.com/actu/je-ne-pensais-pas-que-hollande-baisserait-les-bras-a-ce-point-7432-11-05-2013/> et <https://www.nouvelobs.com/politique/election-presidentielle/2017/20161125.OBS1719/les-bonnes-feuilles-de-l-histoire-du-jeune-et-ruse-francois-hollande.html>

12 Yves Agnes « L'UNEF-rénovée ne veut pas être l'UNEF communiste », *Le Monde*, 9 mars 1971

13 http://referentiel.nouvelobs.com/archives_pdf/OBS0605_19760614/OBS0605_19760614_034.pdf

14 Sur les non-rapports entre la JEC et les communistes, voir témoignage de Jean Pierre Sueur : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-3-page-137.htm>

15 Les archives de la JOC contiennent un dossier sur les relations avec l'UNEF, auquel il n'a pas encore été possible d'accéder.

est membre du secrétariat national de 1975 à 1977, en parallèle à ses études de séminariste (ils ont fréquenté le même « petit séminaire » lors de leur adolescence). Même s'ils n'en étaient pas membre au départ, Dominique Fontaine et Etienne Andreux ont adhéré à l'UEC et au PC¹⁶. Dominique Fontaine devient prêtre quelques années plus tard¹⁷. La présence des chrétiens était particulièrement forte à Nancy (une des AGE les plus importantes de l'UNEF), où ils auraient représenté environ la moitié des adhérents dans les années suivant le renouveau.¹⁸

Le rôle des « chrétiens » (qui semblent surtout être catholiques) dans l'UNEF des années 1970 interroge. Pourquoi ont-ils fait le choix de militer à l'UNEF plutôt qu'à la JEC, par exemple ? Peut-être que l'UNEF était simplement la seule organisation à faire un véritable travail syndical concret. Et l'UNEF-US n'était guère une option, compte-tenu de l'anticléricalisme de l'OCI. Ont-ils vraiment constitué une mouvance distincte des communistes, ou un « sas » d'entrée vers le militantisme communiste ? Pour les dirigeants, c'est plutôt la deuxième hypothèse qui semble à privilégier.

A noter qu'il n'est plus guère question des « chrétiens » (en tant que composante collective) dans l'UNEF après la décennie 70. Mais on trouve encore des dirigeants de l'UNEF qui sont passés par le MJRCF (comme Ronan Kerrest) ou qui se définissent comme chrétiens de gauche sans appartenir au parti communiste (comme Jean-François Courtille, BN 1987-88).

Le renouvellement de la famille non-communiste (CERES, LCR, etc.) (1975-1987)

Au milieu des années 1970, alors que les « mitterrandistes » semblent se détourner de l'UNEF (avec la tentative de création du COSEF en 1976), deux courants politiques renouvellent le paysage « non communistes » au sein de

l'UNEF : le CERES et certains trotskistes de la LCR.

Le CERES

En 1975, les étudiants socialistes du CERES décident d'adhérer collectivement à l'UNEF-Renouveau. Ils sont en délicatesse avec la direction mitterrandienne du PS qui a après la rupture Mitterrand-CERES « dissout » les Etudiants Socialistes et confie une mission de reprise en main à Edith Cresson¹⁹. La lune de miel entre le CERES et la direction de l'UNEF est relativement courte. Si les premiers numéros du « *Crayon entre les dents* » (le journal de Socialisme et Université, dont les animateurs seront Laurent Mouchard (futur Joffrin) puis Patrick Weil) consacrent de longs développements à l'UNEF, et donnent notamment la parole à René Maurice, puis à Jean-Luc Mano, les relations se tendent sous la présidence Mano [1976-79]. Les étudiants du CERES commencent alors à dénoncer régulièrement le manque de pluralisme de la direction ou ses pratiques « antidémocratiques », en compagnie des communistes critiques et, après 76, des étudiants de la LCR. Ils sont également critiques sur les relations internationales et la présence au congrès de délégations d'organisations venues de l'autre côté du « rideau de fer ».²⁰

Les étudiants du CERES sont présents par intermittence dans la direction. Les étudiants du CERES rentrent au BN au 63^{ème} congrès à Toulouse (1976). A la fin du congrès de Nancy, les quatre étudiants du CERES quittent la direction (1977)²¹. En 1978, les étudiants CERES tiennent une conférence de presse pour dénoncer les

« pratiques antidémocratiques » de la direction²². Au congrès de Villetaneuse (1979), le CERES et d'autres opposants tiennent également une conférence de presse parallèle, toujours pour dénoncer des problèmes de fonctionnement²³. Les étudiants du CERES, qui s'expriment par la voix de Patrick Weil, posent comme condition à leur entrée dans la direction l'adoption d'un règlement intérieur -revendication qui sera finalement satisfaite²⁴. Au niveau local, les étudiants du CERES sont notamment majoritaires à l'AGE de Sciences Po (jusqu'en 1979-80, lorsqu'une grande partie quitte le CERES puis l'UNEF, une partie importante de l'AGE passant à l'UNEF-ID fin 80). Ils sont aussi très bien représentés à l'Union des Grandes Écoles, organisation « sœur » de l'UNEF, et sont à deux doigts d'y devenir majoritaires vers 79-80.

Dans ses bisbilles avec la direction de l'UNEF, le CERES est parfois rejointe par les communistes critiques de diverses obédiences. Un des plus vocaux d'entre eux, à l'époque, est Paul Robel, étudiant en médecine, membre du bureau national et futur élu au CNESER. Présenté comme proche d'Henri Fizbin, il prend à plusieurs reprises position dans la presse pour critiquer les liens entre l'UNEF et le PCF, ce qui lui vaut plusieurs fois de figurer dans les colonnes du *Monde*²⁵. En 1982, il intervient aussi au congrès de l'UNEF-ID pour dénoncer la « courroie de transmission » et appeler à la reprise du dialogue entre les deux UNEF. D'après le témoignage a posteriori de Jean-Philippe Campinchi,

- 19 Voir, sur la saga des Étudiants Socialistes et de leurs relations tumultueuses avec le PS, Argibay Camilo, « Un parti en quête de relais. L'établissement des liens entre le Parti socialiste et les organisations étudiantes (1969-1986) », *Genèses*, 2014/4 (n° 97), p. 87-108. DOI : 10.3917/gen.097.0087. URL : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2014-4-page-87.htm>
- 20 Voir le « Crayon entre les dents », numéro d'octobre-novembre 1976, reproduit sur le site : <http://unef.org/1976/cr63crayon.pdf>
- 21 Bordes, p. 59, citant un article de l'*Humanité* du 25 mai 1977 ; Philippe Boggio « Les étudiants du CERES refusent de participer à la direction de l'UNEF », *Le Monde*, 25 mai 1977

- 22 Philippe Boggio, « Les "oppositionnels" à l'intérieur du syndicalisme étudiant. Des adhérents de l'UNEF accusent la direction nationale de "pratiques antidémocratiques" » *Le Monde*, 20 janvier 1978
- 23 Le 65^{ème} congrès de l'UNEF : la direction accusée d'éliminer ses opposants, *Le Monde*, 20 Février 1979
- 24 Décidé par le 65^{ème} Congrès à Villetaneuse en Février 1979, le règlement est voté par le CN des 16 et 17 juin. Voir la partie « statuts » du site unef.org
- 25 Voir notamment la tribune dans le *Monde* : https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/12/27/un-toit-pour-tous_2985766_1819218.html

Paul Robel était en fait un militant « infiltré » de l'OCI.²⁶

Le CERES réintègre finalement la direction, puisqu'il y est présent lors du congrès de Reims (1980), notamment en la personne de Tristan Malle²⁷, membre du bureau national²⁸. Lors du congrès, une partie des délégués du CERES quittent la salle. Au congrès suivant, à Villeurbanne en Novembre 1981, les étudiants socialistes, à majorité du CERES, sont à nouveau dans la direction (9 membres du BN sur 31). Les étudiants du CERES sont de nouveau présent au bureau national de l'UNEF jusqu'en 1985, au congrès de Colombes²⁹, après un congrès très critique vis-à-vis du gouvernement, que les communistes ont quitté quelques mois plus tôt. Henri Krasucki, invité du congrès³⁰, prononce notamment un discours très offensif contre la politique gouvernementale.

Dans le domaine de l'éducation, les relations ne sont pas non plus au beau fixe. L'UNEF, qui a globalement soutenu la réforme Savary, est en revanche très critique à l'égard de la politique jugée « élitiste » de Jean-Pierre Chevènement. Entre 85 et 86, quelques étudiants du CERES sont encore dans l'UNEF, comme Daniel Beliki, qui alerte les jeunes militants de l'AGE de Nanterre sur le projet Devaquet. A Paris I - Tolbiac, 3 chevènementistes adhèrent à l'AGE en 1985 sans mentionner leur appartenance en 1986. L'un d'entre eux, le futur député LREM Guillaume Vuilletet, est élu au CEVU en décembre 1985.³¹ En mai 1987, les chevènementistes rejoignent Didier Leschi à l'UNEF-ID au congrès de Nanterre.³²

Au total, le CERES a été présent à l'UNEF pendant plus d'une décennie, ce qui est considérable. Mais là encore, on

en sait finalement assez peu sur son influence exacte : « mouche du coche » cantonnée au rôle d'opposant perpétuel, ou composante ayant pesé sur les orientations de l'UNEF ? Et on en sait encore moins sur son rôle au niveau local, dans les différentes AGE.

Les autres courants non-communistes

Après le départ du CERES, au moins deux forces politiques non communistes sont encore présentes dans l'UNEF : les socialistes « poperénistes »³³ et des étudiants de la LCR (et/ou des JCR, on nous excusera d'utiliser les termes l'un pour l'autre, ce qui relève de l'approximation). Dans les deux cas, les effectifs sont réduits. Si l'épisode « poperéniste » sera relativement court, la présence de la LCR sera durable et jouera un rôle important dans la fin de l'UNEF.

Les poperénistes

Les poperénistes comptent un dirigeant au bureau national en 1988 (Frédéric Vallat, de l'AGE-UNEF Sciences Po, puis Dauphine). Sa présence donne lieu à un épisode cocasse, puisqu'il appelle à voter... André Lajoinie au premier tour de l'élection présidentielle. Mais il se fait aussi remarquer par son travail au service des étudiants étrangers, dans l'UNEF puis à Intercapa. Il fait partie des dirigeants « purgés » au congrès de Toulouse [1990]. Dans les années 1990, les poperénistes continuent d'être présents à l'AGE de Sciences Po (notamment autour d'Emmanuel Maurel et Johanna Barasz), jusqu'à la quasi-disparition de l'AGE fin 95 début 96 (avec la scission et la création de « Sud Etudiants », notamment à l'initiative de Xavier Brunschwig). La tradition se poursuit également à Paris IV, avec Philippe Lieutaud, président d'AGE et membre du bureau national.

La LCR

En 1976, la LCR décide de réintégrer le syndicalisme étudiant, dont elle (ou les organisations qui l'ont précédée) s'est tenue à l'écart depuis 1968.³⁴ Ce retour se fait principalement dans le cadre du MAS, syndicat étudiant créé en avril 1976 avec le soutien de la CFDT et du PSU, que des militants étudiants de

la LCR rejoignent en novembre 1976 au congrès de Lille³⁵. Mais des étudiants de la LCR adhèrent également à l'UNEF. La direction de l'UNEF ne voit pas cette arrivée d'un très bon œil. En 1978, dans le cadre de la conférence « oppositionnelle » déjà citée, les opposants dénoncent des refus de cartes aux militants de la LCR et des tentatives d'exclusion. La direction, par la voix de Jean Luc Mano, réitère que l'adhésion à l'UNEF ne peut être refusée pour des raisons d'appartenance politique, mais justifie les " exclusions prononcées contre des adhérents favorables au droit de tendance à l'UNEF ". Ces exclusions provoquent parfois une gêne des militants locaux qui doivent mettre en œuvre ces consignes³⁶.

Même après la création de l'UNEF-ID en 1980, et la création de PSA en 1982 (dans laquelle ils sont également présents) des militants de la LCR/JCR restent présents dans de l'UNEF. C'est notamment un membre de la LCR, Vincent Guicharnaud, président de l'AGE de Limoges et membre du BN, qui est un des premiers à suggérer la ligne du retrait du projet Devaquet en 1986. L'AGE de Limoges sera une des premières à s'engager dans le mouvement. C'est aussi une des AGE qui critique le soutien public de certains membres du BN, dont le président, à la candidature d'André Lajoinie à la présidentielle de 1988.³⁷

Au congrès de Toulouse en 1990, la présence des militants JCR/LCR est encore limitée, avec trois délégués dans la salle³⁸, et un venu en observateur pour une autre organisation. Mais dans la décennie suivante, des militants de la LCR jouent un rôle plus important au sein de « l'opposition ».

« L'opposition » (1990-95)

Après la « purge » du congrès de Toulouse et la reprise en main de la direction de l'UNEF par l'UEC, une « opposition » cherche à se structurer au sein de l'UNEF. Les dirigeants écartés ou marginalisés au congrès de Toulouse ou dans la foulée étaient pour beaucoup des communistes devenus critiques à l'égard de l'UEC. Même si certains restent au départ dans l'UNEF (comme

26 Voir <http://www.germe-inform.fr/?p=527>

27 Président l'AGE de Sciences Po. Il est devenu par la suite responsable du syndicat FO des journalistes.

28 Et rédacteur en chef d'UNEF inform. Voir : http://www.inrp.fr/presse-education/revue.php?id_rev=1382&LIMIT_OUVR=2790

29 Témoignage Genevée

30 Ce n'était pas sa première invitation. Il était déjà intervenu au congrès de Nanterre en 1973. Voir Villa, p. 48

31 Liste des élus aux conseils de Paris I. Document fourni par Frédéric Genevée.

32 Villa, p. 73

33 Précisons, « pour la moralité des débats », que l'auteur de ces lignes a appartenu au courant « poperéniste ».

34 Jean Paul Salles *La Ligue communiste révolutionnaire*, p. 183-227, <https://books.openedition.org/pur/21302>

35 *Id.*

36 Témoignage François Bonnarel sur le groupe Facebook

37 Lettre du bureau de l'AGE de Limoges au BN du 4 mai 1988

38 Témoignage Schultz à Morri

Isabelle Bucher [Nanterre, pdte d'AGE, BN]) la génération de Toulouse quitte progressivement le syndicalisme étudiant, soit pour entrer dans la vie professionnelle, soit par lassitude vis-à-vis de l'attitude de l'UEC et du PCF). Elle est remplacée par des militants de différents horizons : trotskistes JCR/LCR, JCR « Egalité », libertaires (et notamment militants de l'Alternative Libertaire, créée en 1991), socialistes, divers « gauche de la gauche », ex-communistes et communistes critiques, « divers gauche »³⁹, etc. Il s'agit souvent de militants minoritaires au sein de leur organisation (les poperénistes) ou en marge de celle-ci (à la LCR, par exemple, la priorité de l'organisation est plutôt l'UNEF-ID)⁴⁰.

La montée en puissance de la LCR

La présence des militants LCR est importante à Paris I, qui est un des bastions de « l'opposition » avant la reprise en main de l'AGE par l'UEC en 1994, et significative à l'AGE de Sciences Po, du moins chez les dirigeants (trois présidents d'AGE sur quatre - Eric Schultz, Sophie Camard et Amaelle Guitton - en seront issus entre 1990 et 1995, alors même que très peu d'adhérents sont membres de la LCR ou des JCR). A partir de 1990, il faut également mentionner la présence des JCR Egalité (à l'origine une organisation de jeunesse de la LCR)⁴¹, qui sont notamment bien implantés dans les AGE de Rouen, Caen et Reims.

De façon générale, c'est une période où LCR a le vent en poupe, comme en témoignent son rôle dans le mouvement de décembre 1995, puis le score d'Olivier Besancenot à la présidentielle de 2002. Le même Olivier Besancenot, d'ailleurs, était adhérent de l'UNEF à Nanterre, et il est intervenu au congrès de Montpellier en 1995.⁴²

Epilogue : Les dernières années de l'UNEF

L'histoire des dernières années de l'UNEF, et du rôle des non-communistes, et particulièrement de la LCR, a déjà été en grande partie faite dans le témoignage d'Emmanuel Lyasse publié sur le site unef.org.⁴³ Faute de pouvoir y ajouter, dans l'immédiat, quoi que ce soit d'utile, on la remettra à plus tard.⁴⁴

Au total, deux constats s'imposent : d'une part, l'histoire des non-communistes au sein de l'UNEF est encore mal connue, et on espère qu'elle sera enrichie, dans les prochaines années, par les documents et les témoignages, notamment sur le niveau local. D'autre part, les éléments parcellaires qu'on a retracés montrent que ce rôle n'a pas été négligeable, et qu'il mérite qu'on s'y intéresse.

Johann Morri

Une partie des militants LCR quitte l'UNEF et participe à la création de Sud Étudiants en 1996.

Tandis que les militants de la LCR se retirent progressivement de l'UNEF, beaucoup passant à SUD (Nancy, Poitiers, Reims, minorité de Paris I), certains à l'UNEF-ID (Strasbourg). Ceux qui restent, surtout à Jussieu, où ils dirigeaient l'AGE, et à Nanterre, où ils étaient tantôt une forte minorité, tantôt la majorité, se désintéressèrent de l'Union nationale, refusant de participer au Bureau national et étant presque systématiquement absents des Collectifs nationaux.

A partir de janvier 1999, s'ajoute à cette question celle de l'unité avec l'UNEF-ID, avancée par la direction dirigée par Karine Delpas (officiellement : pour tenter de répondre au très faible taux de syndicalisation du monde étudiant) malgré de nombreuses réticences dans sa majorité. [...]

43 Voir les développements sur ce point sur le site d'Unef.org, ainsi que la version longue dans le témoignage d'Emmanuel Lyasse

44 Disons simplement, pour le résumer à grands traits, que la LCR y fera preuve d'atermoiements, certains de ses militants se retirant de l'UNEF pour participer à la création de SUD, ceux qui restent manifestent peu d'intérêt pour l'Union Nationale, avant de revenir in extremis sur le devant de la scène en votant pour la « réunification » avec le bloc dirigeant issu de l'UEC.

[...] Elle domine le 79^{ème} congrès (Pantin, avril 1999) qui, dans une grande confusion, vote à une écrasante majorité une motion "contre toute forme de réunification" (votent pour: l'opposition et la plus grande partie de la majorité, le reste s'abstenant ; seuls votent contre des délégués des deux AGE encore dirigée par des membres de la LCR (Jussieu) ou co-dirigée (Nanterre), mais reconduit la direction sortante.

E.L

Extrait de la présentation de la partie UNEF en 2000 du site unef.org, écrite en 2007.

Rapide témoignage sur l'entrée d'un communiste libertaire à l'UNEF

Dès mon arrivée à la fac de Paris Tolbiac en 1989, j'adhère simultanément au Collectif jeunes libertaires (organisation de jeunesse de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires) et à PSA (Pour un Syndicalisme Autogestionnaire) où se retrouvent quelques autres camarades du CJL et des militants trotskistes.

L'intransigeance de la direction de PSA inféodée à la CFDT qui conduira à la dissolution, en janvier 1991, du syndicat me laissera sans syndicat et beaucoup de rancœur vis à vis des bureaucraties syndicales étudiantes.

Après quelques semaines d'atermoiements, je me rapproche de l'UNEF Paris I où militent déjà des camarades que j'ai côtoyé durant la mobilisation contre la guerre du Golfe et les mobilisations antiracistes et antifascistes. Il n'y a pas de ligne directrice de mon organisation politique. L'important est de contribuer à des mobilisations de masse et l'outil syndical étudiant est surtout pensé au niveau local comme un moyen de mobilisation et de promotion des pratiques autogestionnaires dans la lutte. Dans certaines facs des camarades se retrouvent à l'UNEF, dans d'autres à l'UNEF-ID, enfin dans d'autres villes la bureaucratie syndicale est telle que l'adhésion syndicale n'apporte aucune plus-value. [...]



39 Voir témoignage Jean-Daniel Lévy à la CME, qui note avec amusement que son absence d'appartenance à une organisation politique précise est une source de confusion

40 Témoignage Schultz à Morri ; témoignage Jean-Daniel Levy sur le site de la CME

41 Exclue en 1993, cette organisation forme ensuite la base de la « Gauche révolutionnaire »

42 Témoignages Eric Lafon et Eric Schultz

[...] **A** Paris I, il y a un réel espace pour articuler mobilisation de masse et politisation de la Jeunesse. Le syndicat est alors composé de militants communistes en rupture avec l'orientation de l'UEC, nombreux mais assez démotivés par leur échec au congrès de Toulouse [1990], de militants fidèles à la ligne de l'UEC, et d'une grande majorité non encartée politiquement et souvent se réclamant de l'extrême gauche. Un sacré capharnaüm finalement sympathique malgré les tensions internes. Si les adhérents de l'UEC refusent catégoriquement une implication dans les luttes qu'ils considèrent comme « trop éloignées des intérêts directs des étudiants », nous nous retrouvons quand même sur des luttes assez dures sur la question des bacheliers sans inscriptions qui contribuent à des victoires puis à une politisation de jeunes qui plus tard deviendront des cadres du syndicat. Pour le reste, le refus de cette majorité nationale proche de l'UEC de s'engager sur des luttes « trop politiques », posent des limites qui obligent à participer à la participation de la construction d'une opposition en vue de modifier les orientations nationales du syndicat.

Bruno Prigent

Le témoignage de Marc Norguez

De Paris IV au syndicat du Livre

J'ai adhéré à l'UNEF en arrivant à l'université en septembre/octobre 1977, jusqu'à mon départ au service national en octobre 1981. J'ai repris la fac en '83- '84 mais sans réellement militer, ni étudier d'ailleurs...

Je militais essentiellement à l'Union des étudiants communistes, engagement logique après des années à la jeunesse communiste au lycée.

J'étudiais à Paris IV, au centre de Clignancourt. J'avais choisi ce centre parce qu'il était plus près de chez moi, alors que, politiquement, j'aurais dû aller à Tolbiac. Paris IV était, en histoire notamment, une fac bien réactionnaire.

Nous étions 3 militants de l'UEC à la rentrée 77 : Jean-Yves Lesage, Jean - Louis Tissot et moi. Les deux venaient de la JC de Seine- Saint-Denis, moi de celle de Seine-et-Marne : c'étaient les chefs.

C'est Jean- Louis Tissot qui animait l'activité de l'UNEF. Il était étudiant en « langues étrangères appliquées » ; il militait corps et âme. Nous faisons des adhésions aux deux organisations, qui fonctionnaient réellement.

J'ai vite découvert une autre UNEF, dirigée par des trotskistes que je ne connaissais pas, militants de l'AJS et de l'OCI. Je ne connaissais alors que ceux de la Ligue et ceux de LO.

Ils étaient plus vieux que nous, plus expérimentés, mieux formés, plus malins notamment avec les profs pour récupérer des "unités de valeur " et surtout plus nombreux.

Cela semblait surprendre mes camarades venant du 93, mais pas moi qui n'avais jamais connu l'hégémonie...

Malgré tout, nous tenions notre place, affrontant avec vaillance et sourires les qualificatifs de « staliniens » alors que j'étais, pour ma part, encore sur le petit nuage du XXII^{ème} congrès du PCF.

Enfin avec le sourire, pas toujours. Je me rappelle qu'une fois à Jussieu (et il y en eut d'autres) il a fallu courir et se réfugier dans un café pour éviter nos « ennemis ». Le mot est sans doute un peu fort aujourd'hui ; en tout cas ce n'étaient pas nos amis.

Je ne souviens du congrès de Villeteuse en 79, je crois. Du président qu'on retrouva plus tard sur les écrans, et de son opposant de la LCR, qui était mince à l'époque.

A l'issue des deux années de DEUG, c'est le terme à l'époque, il y a eu une recomposition logique de notre équipe.

Jean - Yves Lesage a quitté la fac et les étudiants, Jean-louis Tissot est monté au BN de l'UNEF, des camarades ont arrêté leurs études et ont préparé des concours administratifs. Le chômage commençait à enfler dangereusement : Un million, un chiffre fou à l'époque ...

Moi j'ai muté à Paris I pour continuer à militer et essayer d'avoir une licence d'histoire. De ce point de vue, c'était tout bon, mais j'ai milité à l'UEC, très peu à l'UNEF, à l'exemption des élections. Je me souviens d'une chaude soirée électorale à la cité U de Port Royal, où mon rôle consistait notamment à accompagner le secrétaire parisien de l'UEC qui excitait beaucoup les militants de l'OCI. Ce soir tout s'est bien déroulé, à part les vociférations. J'ai « payé » un peu plus tard, du côté de l'amphi Richelieu, mon côté « large d'épaules » dans une provocation où je suis allègrement tombé et plusieurs vaillants anti-staliniens m'ont démocratiquement et de façon indépendante exposé la valeur de leurs arguments. Mais ce n'était rien à côté de ce que subissaient souvent nos militantes - très courageuses - ou les camarades d'un gabarit qui encourageait ces redresseurs de torts.

J'ai connu et diffusé les numéros de « Campus », particulièrement les quatre premiers numéros : un bien beau journal [en ligne sur le site unef.org – rubrique **publications nationales**].

Je me souviens des dirigeants et dirigeantes de cette époque, autour de Didier Seban, qui étaient de grande valeur.

Enfin, l'UNEF a eu une importance considérable dans ma vie. Grâce à elle que j'ai connue, comme beaucoup d'autres le Syndicat du Livre et la section des départs.

L'UNEF avait un accord avec cette section, dirigée par Denis Sellin, en prenant pour un mois une vingtaine d'étudiantes et d'étudiants dans leurs ateliers. Le salaire était pour nous mirifique. En contrepartie, nous faisons des adhésions durant l'autre mois d'été lors des inscriptions universitaires.

Pour le BN, c'était Christian Frassi qui avait en charge ce dossier. J'ai donc travaillé le mois d'août 1980 dans la presse.

Moins de quatre ans plus tard, je suis retourné à la permanence de la section pour travailler. Les camarades m'ont repris.

J'y suis resté jusqu'en 2014.

La réaction de Thierry Hin au témoignage de Marc Norguez

Le stylo et la serpette : La génération Devaquet et la presse quotidienne nationale.

Avertissement : La mémoire est capricieuse et sélective quand elle n'est pas recomposée (Les historiens qui ont rencontré des résistants en savent quelque chose !). S'il y a des erreurs ou des imprécisions merci de rectifier le tir ! J'ai voulu faire un peu léger. Un peu d'auto-censure. Mais comme dirait le petit gremlin de l'Elysée, j'assume tout !

Je ne vais pas reprendre le très concis et précis témoignage de Marc Norguez concernant les liens entre le SGL et l'UNEF. Ici juste quelques lignes concernant les activités « industrielles » de quelques militants de l'UNEF de 1986 à 1991, et, à la demande de l'excellent Guillaume Hoibian !

J'ai travaillé dans la presse, de l'automne 1987 à l'été 91 et puis j'ai refait un mois de travail en juillet 92. Dès 1988 ou 89, Olivier Meier [président de l'UNEF de 1988 à 1993] me demande de faire l'interface (terrible expression !) entre l'UNEF et le SGL-Départ Imprimerie. L'objectif étant de recueillir tous les services du week-end et ensuite de les communiquer aux valeureux travailleurs. Donc je passais tous les vendredis, vers 16h30 au siège du SGL, boulevard Blanqui. Depuis Tolbiac, il n'y avait pas loin. «Interface» veut également dire que j'étais en première pour régler litiges, conflits et reproches liés au travail des uns et des autres. Comme je suis pour la paix des familles et honnêtes, je vais être très clair : globalement il n'y a pas eu de soucis. Alors oui nous étions observés minutieusement par les ouvriers qui, en quelques semaines, pouvaient se faire une idée très juste des qualités des uns et des autres. Et puis, on ne va pas se mentir : Certains nous détestaient cordialement (feignasses d'étudiants !). Enfin les camarades de l'UNEF ne faisaient pas tous l'effort de discuter avec les ouvriers ou les prenaient un peu de haut ! (Jeunes cons !)

Nous travaillions principalement et presque exclusivement dans les imprimeries suivantes :

- *Le Figaro* : Paris-Print (Plaine-Saint-Denis) puis déménagement à Roissy-Print (Tremblay) à partir de 1989 ou 90. C'est loin !

- *Le Monde* : Boulevard des Italiens puis la Plaine-Saint-Denis puis nouvelle imprimerie à Ivry, près de la confluence de la Marne et de la Seine.

- *L'Humanité* : Faubourg Poissonnière.

- *L'Agefi* : Journal financier en vente uniquement par abonnement, avec un grammage de papier très élevé. Pas de déchets. Ce journal était imprimé à l'imprimerie du Croissant, rue du Croissant à quelques mètres d'un célèbre café. Cette imprimerie était installée dans un ancien hôtel particulier du XVIII^{ème} siècle. Machines anciennes, boucan infernal ! Le grand Jean Allemane y a travaillé (comme disent les élèves : trop la classe !). Pour l'anecdote : pendant l'âge d'or de la presse et donc du quartier de la presse sur un côté de la rue du croissant, il y avait 14 cafés collés les uns à côté des autres ! Toute une époque ! comme dirait Raoul Volfoni.

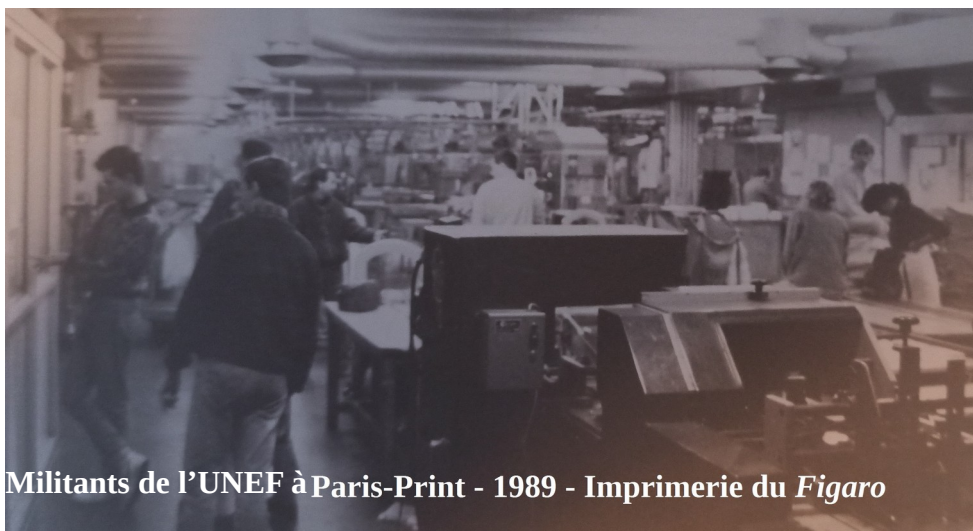
Nous travaillions moins souvent à l'imprimerie qui tirait *Libération* et *Le Parisien*, je ne sais même plus où elle se trouvait (Ambiance assez froide !). Et puis dans les entrepôts du Boulevard Ney (routage de périodiques) à l'ambiance triste et déprimante sinon délétère !

Horaires : Nous travaillions du vendredi soir au lundi matin. Principalement au *Figaro* et au *Monde*. Un service = 5h20, je crois au *Figaro* et 6h00 au *Monde*. Nous faisions en

moyenne 3 services par week-end. La plupart du temps le double service du *Figaro* le samedi soir (fin entre 2 h00 et 5h00) et le simple service du dimanche soir. *Le Monde* : samedi après-midi pour l'édition dimanche-lundi (Les rotatives tournaient à 12h10) Exceptionnellement on triplait le samedi... Hem ! Maximum 4 services. Quand je finissais le lundi matin vers 5h00, j'étais merveilleusement frais pour le cours de Daniel Nony en milieu de matinée (amphi N de Tolbiac).

On travaillait au « Départ », c'est à dire au « routage » en aval des activités d'impression. Les besoins étaient moindres pour faire tourner une rotative et puis ce sont des métiers qui nécessitent une formation longue. Pour traiter les journaux, les marger, les plier en 4, coller une bande autour du journal avec adresse, ficeler plusieurs journaux partant au même centre de tri et puis mettre tout cela dans de magnifiques sacs en toile de jute, il fallait s'affairer autour d'une machine de routage. Le capitaine au collage, et les étudiants prolétaires aux autres postes (Machines de routage, Zaandam du nom de la ville des Pays-Bas. Beaucoup de matériels d'imprimeries venaient de ce pays, vieille tradition d'édition et d'impression des Provinces-Unies depuis la Réforme). Enfin les journaux destinés aux maisons de la presse étaient traités par pleines poignées. Paquets de 50 journaux environ.

Compétences attendues au bout de quelques semaines : tenir le rythme quand il faut mettre dans la machine de routage plusieurs poignées de journaux qui filent à la vitesse de la lumière !



Militants de l'UNEF à Paris-Print - 1989 - Imprimerie du Figaro

Remettre le ruban-thermocollant qui maintient les paquets de journaux et qui sautait régulièrement de la ficelleuse. Tout un art ! On avait l'impression de faire des nœuds marins compliqués. Et enfin et c'est là que l'on obtenait sa première barrette : savoir ficeler à la main un paquet de journaux en finissant le nœud tout en libérant la ficelle à la serpette une demi seconde plus tard. Ça c'est un peu le geste auguste du moissonneur appliqué à la presse.

Je ne vais pas me perdre en anecdotes ... à une quand même qui concerne à peu près tout le monde : **Travailler en pékin !** Je sais bien que le départ Imprimerie n'est pas une mine de charbon ou une fonderie d'acier, cela dit les camarades en liquettes, pull, voire pantalons clairs, ça faisait marrer tout le monde. L'encre de papier ça tâche un peu ! Et les visages marqués façon commando kieffer très drôle ! A l'imprimerie de *l'Humanité* on avait le visage... rouge. Quelle idée ce bandeau rouge. Idéal pour un petit Triomphe romain ! On passait pour des pieds tendres quoi !

Et les discussions ? Et bien ce qui nous divisait le moins : L'UNEF ! On causait Histoire aussi, enfin, celle qu'il était licite et digne d'étudier pour un militant

de choc : de la Grande Révolution à la Résistance . Le gueux qui maîtrisait le grec et le latin était forcément louche...

Le contingent de choc : Il faudrait retrouver tout cela mais je crois que nous avons été jusqu'à 15 ? 20 ? Plus ? à travailler dans la presse. Tolbiac en tête largement, Paris IV, Nanterre, etc. Peu de femmes. Dans mon souvenir, Fabienne Soulas et Marianne Boucheret, Frédérique Le Brun. Peu de bras cassés (non je rigole...). Ce qui veut dire que tous n'étaient pas de grands dirigeants bien-aimés mais aussi des militants de base, des sans grades. Il se trouve que l'offre était plus importante que la demande. Eh oui !

Autre anecdote le grand cirque de la fin de service en plein milieu de la nuit et sans bus ni métro. Là il fallait attendre une bonne âme pour nous rapprocher de notre commune. C'était pas gagné. Me concernant, rentrer à pied de la Plaine-Saint-Denis au X^{ème}, c'était faisable mais depuis Roissy, c'était une autre paire de manche. Et puis nous n'avions pas de voiture. Ah si ! Guillaume qui faisait le tour du périph pour déposer tout ce petit monde, et un camarade de Censier (je balance pas hein !) qui conduisait un tas

de gravas dangereux (je n'oserais plus aujourd'hui monter dans un truc pareil).

Bref, ce boulot nous a été bien utile. Nous avons rencontré des personnes qui méritaient d'être rencontrées d'autres un peu moins. Nous avons été souvent peu courtois et avenants avec les ouvriers du livre. Prétention de jeunes militants un peu zozos qui savent tout. Homo politicus sapiens au sortir de l'adolescence.

Thierry Hin (Paris-I)

On touche le fonds !

Les archives de l'UNEF Nantes

Le Centre d'Histoire du Travail de Nantes conserve un ensemble de fonds qui concerne l'UNEF. Le premier celui de notre UNEF (CEN-UNEF) semble avoir été constitué à partir de 1995 (249 articles, 4,3 ml). On y trouve quelques documents des années 1980 mais il est surtout abondant à partir de la seconde moitié des années 1990. Il se poursuit au-delà du printemps 2001, le CEN-UNEF étant une des rares AGE à avoir participé à l'UNEF réunifiée. C'est un fonds vivant qui est donc censé être encore alimenté par de nouveaux dépôts. Il y a aussi un fonds UNEF-ID déposé en 1987 et dont les documents les plus anciens remontent à 1969. Enfin, le CHT conserve aussi les archives de Jacques Sauvageot, président PSU de l'UNEF

Des nouvelles du site unef.org

Le site web continue de se développer. Nous avons désormais un dossier de quatre pages sur l'AGET de Toulouse (accès direct à l'adresse <http://aget.unef.org>), surtout sur les années 1970, grâce à nos camarades Jean-Pierre Palacin et Alain Miranda, avec quelques belles choses (qu'il faudrait compléter) sur la suite. Grâce à un bel effort collectif, nous avons aussi la liste presque complète des présidents de l'AGET de 1971 à 1997



pendant 1968 et opposant farouche de la tendance Renouveau. Les inventaires citent des fonds personnels complémentaires : Bessonnet et Charbonnier qui furent des responsables de l'UNEF dans les années 1990.

FG

Depuis que j'ai envoyé un mail à
rencontre9mai@unef.org pour m'inscrire,
j'ai perdu la considération de mes chefs



Pour perdre la considération de vos chefs,
envoyez un mail à

rencontre9mai@unef.org pour vous inscrire

A dimanche !

AVOIR ÉTÉ À L'UNEF C'EST UN PRIVILÈGE !

C'ÉTAIT L'UNEF :

Un site web, un groupe Facebook, des dépôts d'archives retrouvés,
un bulletin, un appel signé par plus de 150 anciens de l'UNEF

VOYONS NOUS POUR

Nous nous sommes retrouvés, entre camarades perdus de vue,
découverts, entre camarades de périodes différentes.

EN DISCUTER PAR INTERNET

Cette rencontre est ouverte à tous les anciens de l'UNEF,
aux chercheurs qui travaillent sur des sujets liés à son histoire,

DIMANCHE 9 MAI, DE 17 À 19 HEURES

aux étudiants que le sujet intéresse... et
à tous ceux qui souhaitent en savoir plus

**Ensemble conserver la mémoire de l'UNEF
et travailler à son histoire**

unef

rencontre9mai@unef.org

Comité de rédaction :

Nicolas Briand, Laurent Collet, Frédérick Genevée, Guillaume Hoibian, Robert Injey, Emmanuel Lyasse, Johann Morri, Laurent Ortalda, Sylvestre Roth, Eric Rouvellac, Eric Schultz, Fabienne Tamim.

Texte à signer

Le texte expliquant la démarche du collectif **C'était l'Unef** est en ligne sur le site **Unef.org** (page de *présentation*) et peut encore être signé pour montrer votre soutien.

Pour cela, écrivez-nous à **cetaitulunef@unef.org**